

Delémont, le 30 mars 2021

MESSAGE RELATIF AU PROJET DE REVISION PARTIELLE DE LA LOI D'IMPOT

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Gouvernement vous soumet en annexe un projet de révision partielle de la loi d'impôt¹ (ci-après : « LI »).

Il vous invite à l'accepter et le motive comme suit.

I. Contexte

Cette révision de la loi d'impôt a principalement pour but d'adapter la législation cantonale à la loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières du 19 juin 2020², qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, car les cantons ont l'obligation d'adapter leur législation aux modifications du droit fédéral jusqu'à cette date. Il est, de plus, prévu une modification de l'article 37b LI relatif à la retenue d'impôt à la source sur les petites rémunérations.

1. Adaptation à la loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières

La loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières met en œuvre la motion Luginbühl (14.3450) intitulée « Déductibilité fiscale des amendes », qui demandait que les sanctions suisses et étrangères à caractère pénal ne soient pas déductibles fiscalement.

Actuellement, le traitement fiscal des amendes et des sanctions administratives de nature financière n'est expressément prévu ni dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct³ ni dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes⁴. Seules les amendes fiscales, qui ne peuvent pas être déduites de l'assiette de l'impôt, font l'objet d'une disposition expresse. Cette question est controversée dans la doctrine et la pratique. De l'avis du Conseil fédéral, le droit en vigueur ne permet pas la déduction des amendes ni des sanctions administratives de nature financière à caractère pénal. En revanche, les sanctions visant à réduire le bénéfice qui n'ont pas un caractère pénal peuvent être déduites à titre de charges justifiées par l'usage commercial. Le Tribunal fédéral a confirmé l'avis du Conseil fédéral dans un arrêt du 26 septembre 2016⁵.

¹ RSJU 641.11.

² FF 2020 5513 / RO 2020 5121.

³ RS 642.11.

⁴ RS 642.14.

⁵ Arrêt du Tribunal fédéral 2C_798/2015 du 26 septembre 2016.

Les sanctions visant à réduire le bénéfice qui n'ont pas un caractère pénal sont prononcées en raison d'une activité commerciale qui rapporte un bénéfice en enfreignant les conditions légales. Elles visent à rétablir une situation conforme au droit en réduisant, l'année de sa réalisation, la part imposée du bénéfice obtenu au moyen d'une infraction. Elles permettent également de corriger tout avantage concurrentiel obtenu grâce au comportement illicite. La sanction tendant à réduire le bénéfice vise à créer ainsi un équilibre entre entreprises concurrentes et n'a pas pour but de réparer le tort causé. Il existe, dès lors, un lien causal reposant sur des faits entre la sanction et l'activité commerciale. Les sanctions visant à réduire le bénéfice constituent donc une charge justifiée par l'usage commercial.

La loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières permet de clarifier la situation en donnant une base légale concrète au traitement fiscal des sanctions financières dans le domaine de l'entreprise. Elle prévoit expressément que les sanctions financières à caractère pénal, c'est-à-dire les amendes, les peines pécuniaires et les sanctions financières de nature administrative à caractère pénal, ne sont pas déductibles sur le plan fiscal tant pour les indépendants que pour les personnes morales. En revanche, les sanctions financières à caractère pénal prononcées à l'étranger seront, dans des cas exceptionnels, déductibles de l'assiette de l'impôt si elles sont contraires à l'ordre public suisse ou si l'entreprise peut démontrer de manière crédible qu'elle a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Les commissions occultes versées à des particuliers ne seront pas déductibles fiscalement. Le droit fiscal sera ainsi harmonisé avec le droit pénal qui sanctionne à l'article 322octies du Code pénal suisse⁶ la corruption privée. Au sens de l'article précité, il y a commission occulte versée à des particuliers lorsqu'une personne offre, promet ou octroie un avantage indu à un employé, un associé, un mandataire ou un autre auxiliaire d'autrui dans le secteur privé, en faveur de cette personne ou d'un tiers, pour l'exécution ou l'omission d'un acte en relation avec son activité professionnelle ou commerciale et qui est contraire à ses devoirs ou dépend de son pouvoir d'appréciation (pot-de-vin). Les lois fiscales précisent d'ores et déjà que les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles. Il convenait de compléter ces dispositions s'agissant des commissions occultes versées à des particuliers.

Finalement, les dépenses qui permettent la commission d'une infraction ou qui constituent la contrepartie convenue pour la commission d'une infraction demeurent non déductibles de l'assiette de l'impôt.

2. Modification du taux d'imposition des petites rémunérations dans le cadre de la procédure simplifiée

L'article 37b LI concerne la procédure d'imposition simplifiée applicable aux petites rémunérations. La procédure simplifiée est inscrite dans la loi fédérale sur la lutte contre le travail au noir⁷ (ci-après : LTN). Elle vise principalement les rapports de travail de brève durée ou de faible importance, comme c'est par exemple généralement le cas des activités ménagères.

L'employeur qui verse de petites rémunérations qui remplissent certains critères définis par la LTN (art. 2) peut recourir à la procédure simplifiée pour décompter les cotisations d'assurances sociales

⁶ RS 311.0.

⁷ RS 822.41.

et les impôts sur le salaire de son employé. L'impôt est alors perçu par une retenue sur le salaire (impôt à la source).

La modification de l'article 37b LI vise à abaisser le taux d'imposition forfaitaire cantonal et communal de 9,5 % à 4,5 % afin de le faire correspondre à la pratique des autres cantons suisses.

II. Exposé du projet

1. Adaptation à la loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières

Les modifications proposées visent à préciser les frais des indépendants et les charges des personnes morales justifiées par l'usage commercial et, partant déductibles fiscalement, ainsi que ceux qui ne le sont pas.

a. Sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal

Les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal, ont été ajoutées à la liste non exhaustive des charges et des frais justifiés par l'usage commercial ou professionnel en cas d'activité indépendante (art. 25, al. 2, let. f, et 71, al. 1, let. f, LI). Ces sanctions ne visent pas la réparation d'un tort moral mais la correction d'une situation qui est apparue suite au non-respect de la législation. Elles sont rares dans le droit administratif. Il s'agit par exemple de la confiscation de droit administratif prévue à l'article 35 de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers⁸ (la FINMA peut confisquer le gain acquis par un assujetti ou une personne qui exerce une fonction dirigeante en violant gravement le droit de la surveillance). Une déduction égale à la sanction visant à réduire le bénéfice est accordée sur les revenus imposés précédemment, ce qui crée un équilibre sur le plan fiscal. Il est ainsi tenu compte du principe de l'imposition selon la capacité économique. La réduction du bénéfice corrige également les éventuels avantages concurrentiels obtenus par le comportement illicite. Comme précisé ci-dessus, les sanctions visant à réduire le bénéfice qui n'ont pas un caractère pénal sont rares dans le droit administratif. La réglementation proposée se rapporte donc principalement aux sanctions étrangères visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles affectent une entreprise assujettie à l'impôt en Suisse.

b. Commissions occultes versées à des particuliers

La formulation de l'article 25, alinéa 3, LI et de l'article 71, alinéa 2, LI est modifiée afin que non seulement les commissions occultes versées à des agents publics suisses ou étrangers ne soient pas déductibles, mais aussi celles versées à des particuliers, car toutes les deux sont passibles de sanctions depuis l'entrée en vigueur de la révision du droit pénal incriminant la corruption le 1^{er} juillet 2016. La formulation actuelle « versées à des agents publics suisses ou étrangers » est donc supprimée.

⁸ RS 956.1.

c. Amendes et peines pécuniaires

Le projet prévoit une réglementation expresse de la non-déductibilité des amendes et des peines pécuniaires prononcées contre des personnes exerçant une activité lucrative indépendante (art. 25, al. 3, let. c, LI) ou contre des personnes morales (art. 71, al. 2, let. c, LI). Il peut s'agir par exemple d'une amende pour infraction à la loi fédérale sur la circulation routière⁹ commise par l'employé d'une entreprise dans le cadre de son travail. Les intérêts moratoires découlant d'amendes fiscales suisses et étrangères font aussi partie des amendes. La non-déductibilité des amendes et des peines pécuniaires s'étend, par ailleurs, aux sanctions étrangères. Sa portée atteint sa limite lorsqu'une procédure pénale étrangère ne respecte pas des principes élémentaires de la procédure pénale ou présente de graves défauts et enfreint, par conséquent, l'ordre public suisse ou lorsque le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit (art. 25, al. 4, et 71, al. 3, LI). Il incombe au contribuable d'exposer de manière convaincante les éléments qui précèdent.

d. Dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie convenue pour la commission d'infractions

Les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie convenue pour la commission d'infractions sont exclues des charges justifiées par l'usage commercial (art. 25, al. 3, let. b et 71, al. 2, let. b, LI). Si les amendes et les peines pécuniaires n'ouvrent pas droit à une déduction fiscale, il apparaît cohérent qu'il en aille de même pour les dépenses qui ont permis la commission de l'infraction sanctionnée ou qui constituent la rétribution convenue de la commission de cette infraction. Les dépenses de cette nature sont par exemple les charges de conseil concernant les activités illicites ou les frais que des collaborateurs causent pour conclure une affaire illicite avec un client ou encore le bonus que des collaborateurs reçoivent pour la conclusion de telles affaires.

e. Sanctions administratives de nature financière à caractère pénal

L'effet punitif doit s'exercer pleinement sur l'auteur. Cela vaut aussi notamment pour les sanctions administratives calculées en fonction du chiffre d'affaires, comme par exemple la sanction prévue à l'article 49a de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les cartels¹⁰. A teneur dudit article, l'entreprise qui participe à un accord illicite ou qui se livre à des pratiques illicites au sens de la loi sur les cartels, est tenue au paiement d'un montant pouvant aller jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires réalisé en Suisse au cours des trois derniers exercices. Il peut également être cité les sanctions prévues à l'article 60 de la loi fédérale du 30 avril 1995 sur les télécommunications¹¹ et à l'article 90, alinéa 1, de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision¹². Etant donné que ces sanctions ont principalement un caractère pénal, elles n'ouvrent en principe pas droit à une déduction fiscale. Il sied enfin de relever que la portée de la non-déductibilité des sanctions administratives de nature financière à caractère pénal est, tout comme celle des amendes et des peines pécuniaires, limitée lorsqu'une procédure pénale étrangère ne respecte pas des principes élémentaires de la procédure pénale ou présente de graves défauts et enfreint, par conséquent, l'ordre public suisse ou lorsque

⁹ RS 741.01.

¹⁰ RS 251.

¹¹ RS 784.10.

¹² RS 784.40.

le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit (art. 25, al. 4, et 71, al. 3, LI).

2. Modification du taux d'imposition des petites rémunérations dans le cadre de la procédure simplifiée

Le taux d'imposition forfaitaire cantonal et communal applicable aux petites rémunérations provenant d'une activité salariée prévu à l'article 37b LI dans le cadre de la procédure simplifiée est abaissé à 4,5 % afin de correspondre à la pratique des autres cantons.

Le Gouvernement vous renvoie au tableau comparatif figurant en annexe pour un commentaire détaillé de chaque article modifié et chaque nouvel article.

III. Effets du projet

1. Adaptation à la loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières

Cette révision n'entraînera aucune incidence financière pour l'Etat étant entendu que ces dispositions ne concernent que très peu de cas en pratique et qu'il s'agit principalement d'une codification de la pratique actuelle de l'autorité fiscale cantonale.

2. Modification du taux d'imposition des petites rémunérations dans le cadre de la procédure simplifiée

La modification du taux d'imposition forfaitaire cantonal et communal applicable aux petites rémunérations provenant d'une activité salariée dans le cadre de la procédure simplifiée est de nature à engendrer une diminution des recettes fiscales. Toutefois, il sied de relever que l'impact sera minime compte tenu du fait que ce type d'imposition ne concerne, dans les faits, que peu de situation (une dizaine de cas par année). La diminution des recettes fiscales est estimée annuellement à environ Fr. 600.- pour l'impôt cantonal et à Fr. 400.- pour l'impôt communal.

IV. Entrée en vigueur

Le Gouvernement prévoit une entrée en vigueur de l'ensemble des modifications proposées au 1^{er} janvier 2022.

V. Conclusions

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement vous invite à adopter les modifications proposées.

Veillez croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Nathalie Barthoulot
Présidente




Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'Etat

Annexes :

- Tableau comparatif avec commentaires
- Projet de modification partielle de la loi d'impôt.

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
<p><i>Activité lucrative indépendante</i> a) <i>En général</i></p> <p><u>Art. 25</u></p> <p>(...)</p> <p>² Constituent notamment de tels frais :</p> <p>(...)</p>	<p><i>Activité lucrative indépendante</i> a) <i>En général</i></p> <p><u>Art. 25</u></p> <p>(...)</p> <p>² Constituent notamment de tels frais :</p> <p>(...)</p> <p>f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.</p>	<p>Il s'agit d'une reprise de la nouvelle lettre g de l'article 10, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID, RS 642.14).</p> <p>Les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal, sont ajoutées à la liste non exhaustive des charges et des frais justifiés par l'usage commercial ou professionnel en cas d'activité indépendante. Ces sanctions ne visent pas la réparation d'un tort moral mais la correction d'une situation qui est apparue suite au non-respect de la législation. Il s'agit par exemple de la confiscation de droit administratif prévue à l'art. 35 de la loi du 22 juin 2007 sur la surveillance des marchés financiers (RS 956.1) (la FINMA peut confisquer le gain acquis par un assujetti ou une personne qui exerce une fonction dirigeante en violant gravement le droit de la surveillance). Une déduction égale à la sanction visant à réduire le bénéfice est accordée sur les revenus imposés précédemment, ce qui crée un équilibre sur le plan fiscal. Il est ainsi tenu compte du principe de l'imposition selon la capacité économique. La réduction du bénéfice corrige également les éventuels avantages concurrentiels obtenus par le comportement illicite. Les sanctions visant à réduire le bénéfice qui n'ont pas un caractère pénal sont rares dans le droit administratif (par exemple confiscation de droit administratif selon l'art. 35 de la loi sur la surveillance des marchés financiers). La réglementation proposée se rapporte donc principalement aux sanctions étrangères visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles affectent une entreprise assujettie à l'impôt en Suisse.</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
		<p>En cas de peine combinée, à savoir lorsque la sanction contient une partie visant à réduire le bénéfice sans caractère pénal et une autre partie à caractère pénal, le montant de la sanction visant à réduire le bénéfice ouvre droit à une déduction fiscale. D'après le droit en vigueur, le fardeau de la preuve des faits diminuant l'impôt incombe au contribuable. S'il n'est pas en mesure de prouver que la sanction prononcée contient des éléments visant à réduire le bénéfice, il doit assumer les conséquences de cette absence de preuve. Dans ce cas, la sanction est intégralement considérée comme non déductible. Il appartient au contribuable de prouver si et dans quelle mesure la sanction prononcée comprend des éléments visant à réduire le bénéfice.</p>
<p>³Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne sont pas déductibles.</p>	<p>³Ne sont notamment pas déductibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse; b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions; c) les amendes et les peines pécuniaires; d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal. 	<p>Il s'agit d'une reprise de la nouvelle teneur de l'article 10, alinéa 1bis, LHID.</p> <p>La nouvelle formulation de l'alinéa 3 comprend une énumération des charges non justifiées par l'usage commercial. Cette énumération n'est pas exhaustive. La jurisprudence du Tribunal fédéral relève par exemple que le versement de dommages et intérêts en cas de dommage causé par négligence grave ne constitue pas une charge justifiée par l'usage commercial. En vertu de la lettre a, non seulement les commissions occultes versées à des agents publics suisses ou étrangers ne sont pas déductibles, mais aussi celles versées à des particuliers, car elles sont passibles de sanctions depuis l'entrée en vigueur de la révision du droit pénal incriminant la corruption le 1^{er} juillet 2016. La formulation actuelle « versées à des agents publics suisses ou étrangers » est donc</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
		<p>supprimée. En pratique, c'est le tribunal pénal et non l'autorité fiscale qui doit procéder à la qualification des commissions occultes au regard du droit pénal. En se fondant sur l'ordonnance pénale ou le jugement pénal, il incombe à l'autorité fiscale de corriger les taxations concernées. Pour les taxations déjà entrées en force, cette autorité doit ouvrir une procédure de rappel d'impôt et en plus, le cas échéant, une procédure pénale en matière fiscale.</p> <p>Les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie convenue pour la commission d'infractions sont exclues des charges justifiées par l'usage commercial. Si les amendes et les peines pécuniaires n'ouvrent pas droit à une déduction fiscale, il apparaît cohérent qu'il en aille de même pour les dépenses qui ont permis la commission de l'infraction sanctionnée ou qui constituent la rétribution convenue de la commission de cette infraction. Les dépenses de cette nature sont par exemple les charges de conseil concernant les activités illicites ou les frais que des collaborateurs causent pour conclure une affaire illicite avec un client ou encore le bonus que des collaborateurs reçoivent pour la conclusion de telles affaires.</p> <p>Le projet prévoit une réglementation expresse de la non-déductibilité des amendes et des peines pécuniaires prononcées contre des personnes exerçant une activité lucrative indépendante (let. c). Les amendes fiscales suisses et étrangères et leurs intérêts moratoires font aussi partie des amendes. La non-déductibilité des amendes et des peines pécuniaires s'étend aux sanctions étrangères.</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
		<p>Le projet prévoit également une disposition expresse relative à la non-déductibilité des sanctions administratives de nature financière à caractère pénal. L'effet punitif doit s'exercer pleinement sur l'auteur. Cela vaut aussi notamment pour les sanctions administratives calculées en fonction du chiffre d'affaires de l'article 49a de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les cartels (RS 251), de l'article 60 de la loi fédérale du 30 avril 1995 sur les télécommunications (RS 784.10), des articles 100 et 109 de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (RS 935.51) et de l'article 90, al. 1, de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision (RS 784.40). Etant donné que ces sanctions ont principalement un caractère pénal, elles n'ouvrent en principe pas droit à une déduction fiscale.</p>
	<p>4. Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :</p> <p>a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si</p> <p>b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.</p>	<p>Il s'agit d'une reprise du nouvel alinéa 1ter de l'article 10 LHID.</p> <p>La portée de la non-déductibilité des amendes, peines pécuniaires et sanctions financières administratives ayant un caractère pénal atteint sa limite lorsqu'une procédure pénale étrangère ne respecte pas des principes élémentaires de la procédure pénale ou présente de graves défauts et enfreint, par conséquent, l'ordre public suisse ou lorsque le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit. Un tel cas de figure peut par exemple se présenter si une sanction prononcée par une autorité pénale étrangère ne respecte pas les éléments fondamentaux du droit d'être entendu ou de la présomption d'innocence.</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
<p><i>Procédure simplifiée selon la loi fédérale sur le travail au noir</i></p> <p><u>Art. 37b</u></p> <p>¹ Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 9,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir. (...)</p>	<p><i>Procédure simplifiée selon la loi fédérale sur le travail au noir</i></p> <p><u>Art. 37b</u></p> <p>¹ Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir. (...)</p>	<p>Il incombe au contribuable d'exposer de manière convaincante les éléments qui précèdent.</p> <p>L'article 37b LI concerne la procédure simplifiée applicable aux petites rémunérations. La procédure simplifiée est inscrite dans la loi fédérale sur la lutte contre le travail au noir (LTN, RS 822.41). Elle vise principalement les rapports de travail de brève durée ou de faible importance, comme c'est par exemple généralement le cas des activités ménagères.</p> <p>L'employeur qui verse de petites rémunérations qui remplissent certains critères définis par la LTN (art. 2) peut recourir à la procédure simplifiée pour décompter les cotisations d'assurances sociales et les impôts sur le salaire de son employé. L'impôt est alors perçu par une retenue sur le salaire (impôt à la source).</p> <p>Le taux d'imposition forfaitaire cantonal et communal applicable aux petites rémunérations provenant d'une activité salariée est abaissé à 4,5 % afin de correspondre à la pratique des autres cantons.</p>
<p><i>Charges</i></p> <p><u>Art. 71</u></p> <p>¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :</p> <p>a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, mais non les amendes fiscales;</p> <p>(..)</p>	<p><i>Charges</i></p> <p><u>Art. 71</u></p> <p>¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :</p> <p>a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux;</p> <p>(...)</p>	<p>Il s'agit d'une reprise de la nouvelle teneur de l'article 25, alinéa 1, lettres a et f, LHID.</p> <p>La lettre a ne prévoit plus expressément que les amendes fiscales n'ouvrent pas droit à une déduction puisque l'alinéa 2, lettre C, exclut de manière générale les amendes des charges justifiées par l'usage commercial, donc aussi les amendes fiscales. Les impôts fédéraux, cantonaux et communaux demeurent des charges justifiées par l'usage commercial, à l'exclusion des impôts étrangers.</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
	<p>f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.</p>	<p>Pour les entreprises actives sur le plan international, la sanction visant à réduire le bénéfice (let. f) doit en principe être infligée au sujet de droit pour lequel un lien factuel existe entre la charge et l'activité commerciale. Si une personne morale sise en Suisse a un établissement stable à l'étranger, cet établissement stable à l'étranger n'est alors pas assujetti à l'impôt en Suisse. Il y a lieu de déterminer, dans le cadre de la répartition fiscale internationale, où le bénéfice réalisé de manière illicite a été enregistré. Si la Suisse a imputé ce bénéfice à l'établissement stable, la sanction visant à réduire le bénéfice doit être imputée à ce dernier. La société mère suisse ne peut déduire la sanction visant à réduire le bénéfice au titre de charge justifiée par l'usage commercial que si le bénéfice réalisé de manière illicite lui a été imputé. Si l'établissement stable situé à l'étranger subit une perte suite à la prise en considération d'une réduction du bénéfice, conformément à l'article 66a LI, la société mère suisse doit prendre cette perte à sa charge au moins temporairement.</p> <p>Dans les rapports entre la société mère sise en Suisse et sa filiale sise à l'étranger, il faut distinguer à qui la sanction visant à réduire le bénéfice a été infligée. Si la sanction est prononcée contre la société mère, elle n'affecte pas la filiale car les deux sociétés ont des personnalités juridiques distinctes. En revanche, pour la société mère, la sanction visant à réduire le bénéfice constitue une charge justifiée par l'usage commercial qui ouvre droit à une déduction fiscale. Si la sanction est prononcée contre la filiale sise à l'étranger, il y a lieu de se fonder sur le droit</p>

Base légale actuelle	Base légale modifiée	Commentaires
		<p>étranger applicable pour déterminer dans quelle mesure la sanction visant à réduire le bénéfice est déductible. La sanction visant à réduire le bénéfice n'a pas de conséquence directe pour la société mère suisse. Toutefois, si la participation détenue par la société mère subit une perte de valeur en raison de la sanction infligée à la filiale, la société mère peut faire valoir une réévaluation avec incidence fiscale (art. 74a LI).</p> <p>Pour le surplus, il est renvoyé au commentaire relatif à l'article 25, alinéa 2, lettre f, LI.</p>
<p>² Les commissions occultes, au sens du droit pénal suisse, versées à des agents publics suisses ou étrangers, ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial.</p>	<p>² Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse; b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions; c) les amendes; d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal. 	<p>Il est renvoyé au commentaire relatif à l'article 25, alinéa 3, LI.</p> <p>Une indication analogue à celle sur les sanctions pénales est inutile, car les peines pécuniaires ne peuvent par définition être prononcées que contre des personnes physiques.</p>
	<p>³ Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit. 	<p>Il est renvoyé au commentaire relatif à l'article 25, alinéa 4, LI.</p>

Loi d'impôt (LI)

Projet de modification du 30 mars 2021

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête :

I.

La loi d'impôt (LI) du 26 mai 1988¹ est modifiée comme il suit :

Article 25, alinéa 2, lettre f (nouvelle), **alinéa 3** (nouvelle teneur) **et alinéa 4** (nouveau)

² Constituent notamment de tels frais :

(...)

f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

³ Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;
- c) les amendes et les peines pécuniaires;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal.

⁴ Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Article 37b, alinéa 1, 1^{ère} phrase (nouvelle teneur)

Art. 37b ¹ Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir². (...)

Article 71, alinéa 1, lettres a (nouvelle teneur) **et f** (nouvelle), **alinéa 2** (nouvelle teneur) **et alinéa 3** (nouveau)

Art. 71 ¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux;
(...)
- f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

² Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial:

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;
- c) les amendes;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal.

³ Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

Delémont, le

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente :

Le secrétaire :

Katia Lehmann

Jean-Baptiste Maître

¹) RSJU 641.11

²) RS 822.41